

# Travailler, c'est trop dur !

PAR JEAN-YVES SPARFEL

## 1. Premières

Synthèses n° 14 -  
février 1992 - A lire  
également :

Premières

Informations n° 253 -

n° 264 - n° 265 - n° 266,

publications du SES -

MTEFP.

**Paroles d'une chanson...  
mais aussi résumé des résultats  
de l'enquête menée en avril  
1991 par le Service des Etudes  
et de la Statistique  
du Ministère du Travail  
auprès d'un échantillon  
de 21 000 salariés.**

## LES CONCLUSIONS DE L'ENQUETE "CONDITIONS DE TRAVAIL"

Les résultats sont issus de la troisième enquête sur les conditions de travail, réalisée en mars 1991.

Les deux précédents ont eu lieu en octobre 1978 et mars 1984.

L'enquête aborde les grands thèmes suivants :

- risques, nuisances, pénibilités du travail. Des questions nouvelles couvrent, en 1991, les aspects de charge mentale et les facteurs de «stress» liés au travail ;
- organisation du travail ;
- machines et technologies utilisées ;
- horaires et organisation du temps de travail, travail posté, travail le samedi, le dimanche, la nuit.

Aujourd'hui, plus qu'en 1978 et 1984, les salariés interrogés déclarent que leur travail s'accompagne de contraintes et de nuisances. Aggravation réelle, perception plus aiguë, la part des facteurs objectifs et subjectifs est difficile à démêler.

Les travailleurs ressentant davantage les pénibilités et les risques dans les petites entreprises que dans les grandes, dans le secteur public que dans le privé. C'est aussi dans le secteur public et les petites entreprises que la situation s'est le plus dégradée. Le BTP reste le secteur le plus dur quant aux pénibilités physiques, mais les salariés du tertiaire indiquent, plus qu'avant, qu'ils subissent des nuisances.

Le travail est aussi source de tension nerveuse, d'inquiétude. Les postes qualifiés de l'industrie requièrent attention. Même s'ils le souhaitent, coopérer avec des collègues est difficile pour les ouvriers non qualifiés. Les cadres se décrivent comme fréquemment débordés. Et c'est le manque de moyens, matériels et humains, qui gêne le plus une partie des agents de la Fonction publique. Les pénibilités sont, pour partie au moins, liées aux changements dans l'organisation du travail(1). La demande des clients pèse davantage sur le rythme de travail, les délais sont plus serrés. L'autonomie des travailleurs progresse, pourtant le travail à la chaîne ne recule pas. La polyvalence se développe. Le travail du samedi est plus fréquent, mais pas le travail de nuit.

Les changements dans l'organisation du travail n'ont cependant pas été aussi rapides que les progrès de l'informatisation, loin s'en faut. Les technologies du traitement de l'information ont opéré une percée entre 1987 et 1991 : informatique, traitement de texte, minitel, vidéo ont aujourd'hui plusieurs millions d'utilisateurs. Ces technologies ne sont pas à la portée de toutes les entreprises : les petites entreprises, les collectivités locales demeurent moins équipées que les grandes entreprises ou l'Etat.

Contrairement aux attentes qu'elles avaient suscitées, les nouvelles technologies ne se sont pas accompagnées d'améliorations décisives des conditions de travail.

"Travail : des conditions mal supportées". Ainsi a été titré le résumé de l'enquête, rédigé par Michel Cézard, Françoise Dussert et Michel Gollac (1). Au moment où l'on disserte beaucoup sur la mobilisation des salariés et de leurs compétences, sur l'implication dans l'entreprise, sur le management participatif, ce constat jette un froid sur les savantes constructions d'un consensus capital-travail.

Les auteurs de l'étude parlent même de "résultats surprenants". Mais ceux-ci concordent, selon le Ministère, avec les observations de certains inspecteur du travail sur le manquements à la législation et la recrudescence des accidents du travail. Ceux-ci ont d'ailleurs progressé de 14% en trois ans de 1987 à 1990 (avec 23% de décès en plus, 90 000 accidents supplémentaires).

## Risques, nuisances, pénibilité

La part des salariés ressentant ces contraintes est plus élevée qu'en 1984. Trois salariés sur quatre déclarent des efforts physiques, surtout les ouvriers, mais aussi les trois quarts des employés et les 2/3 des professions intermédiaires.

Un tiers des salariés de l'industrie, un sur quatre dans le BTP et un sur dix dans le tertiaire sont exposés au bruit.

Le BTP est le secteur le plus pénible : quatre salariés sur cinq déclarent de mauvaises conditions d'hygiène (contre un sur deux dans l'industrie). Six sur dix subissent des astreintes (postures et charges pénibles) et des risques (chute...).

Après lui, c'est l'industrie des biens intermédiaires qui comporte le plus de risques (blessures sur machines, chute d'objets, produits toxiques) ; les intérimaires semblent plus exposés que les autres salariés (48% déclarent respirer des fumées, 41% des toxiques, contre 36% et 32%).

## Changements de l'organisation du travail

La recherche par les entreprises d'une plus grande souplesse d'adaptation pèse sur les conditions de travail. Même si l'enquête constate que la moitié des salariés n'ont aucun contrôle d'horaire, ces chiffres se déclinent différemment selon les catégories : un cadre sur cinq seulement est soumis à une forme quelconque de contrôle d'horaire, deux ouvriers non qualifiés sur trois. 6% des cadres pointent, 27% des ouvriers non qualifiés.

La pression de la clientèle rythme le travail d'un salarié sur deux. C'est la contrainte la plus fréquente sur les cadences de travail. Très forte dans les profes-

sions commerciales, elle s'impose aussi au 2/3 des cadres, professions intermédiaires et employés.

Un tiers des salariés sont soumis à des normes de production ou des délais à respecter, en une journée au maximum.

Les contraintes nées de l'utilisation des machines pèsent en premier lieu sur les ouvriers : le travail d'un ouvrier sur dix dépend du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce. Celui d'un ouvrier sur six, de la cadence automatique d'une machine.

Peu de salariés ne citent aucune contrainte sur leur rythme de travail (13%). Ce chiffre était un peu plus élevé en 1984, date de la précédente enquête (18%). Par contre, 18% seulement des salariés se voient indiquer "comment faire leur travail" (contre 22% en 1987). Progrès donc, de l'autonomie, surtout parmi les employés et ouvriers non qualifiés, et de l'initiative, puisque 50% des salariés déclarent régler en général eux-même les incidents survenant dans leur travail.

Cependant le travail à la chaîne ne diminue pas même s'il ne concerne que 3% de l'ensemble des salariés. Il augmente chez les ouvriers non qualifiés et progresse notamment dans le secteur agro-alimentaire.

Pour accroître leur flexibilité, les entreprises développent la polyvalence. 22% des salariés déclarent changer de poste en fonction des besoins de l'entreprise, contre 18% en 1987, surtout les moins qualifiés.

Autre aspect de la montée de la tension : le travail le samedi est en hausse dans l'industrie. Il progresse notamment pour les ouvriers. Dans l'ensemble, le travail le dimanche ne s'étend pas : la diminution dans le tertiaire compense l'augmentation dans l'industrie.

En revanche, le travail de nuit reste globalement stable. Il augmente un peu dans les industries agro-alimentaire et les industries de biens d'équipement. Au total, le nombre de nuits travaillées diminue.

## La montée du stress

Le rythme du travail est une contrainte fortement ressentie par les salariés. Elle est source de tension nerveuse. Mais sa traduction diffère selon la place occupée dans la hiérarchie socioprofessionnelle. Un ouvrier sur deux ne peut quitter son travail des yeux ; cette attention soutenue caractérise surtout les postes industriels. Les cadres eux, se décrivent comme débordés.

Si plus du tiers des agents de la Fonction publique déclarent travailler sans moyens suffisants (logiciels inadaptés notamment), ce sont surtout les salariés d'exécution qui connaissent un temps de travail rigide et "l'impossibilité de coopérer avec des collègues pour faire correctement son travail".

Exemples les plus flagrants de la tension due aux rapports à la clientèle : les salariés en contact avec le public. 22% disent vivre des situations difficiles, notamment les policiers et les infirmières.

## Six millions de salariés utilisent un ordinateur

La progression des technologies de traitement de l'information a été rapide entre 1987 et 1991 : informatique, traitement du texte, minitel, vidéo ont aujourd'hui plusieurs millions d'utilisateurs.



En comparaison, robotique ou commande numérique ne concernent qu'un nombre limité de salariés. La croissance du nombre des utilisateurs de l'informatique provient essentiellement des utilisateurs assez ou très intensifs (38% passent plus de trois heures par jour).

La diffusion de l'informatique n'entraîne pas sa démocratisation ; au contraire, un clivage apparaît entre les cadres et le personnel d'exécution : ils se servent différemment de la micro-informatique, de l'informatique lourde et des machines de traitement de texte. Les salariés âgés utilisent toujours peu l'informatique.

## Travail - galère

Cadences accélérées pour les ouvriers, pressions de la gestion à flux tendu pour les cols blancs, insuffisance des effectifs, des moyens et de techniques : le tableau s'est assombri. L'enquête y ajoute cette dimension supplémentaire : "l'automation ajoute de nouvelles astreintes sans alléger les anciennes.

L'alignement sur les performances tant admirées de l'économie japonaise, l'extension d'une culture de l'entreprise, la chute du nombre des heures de grèves en même temps que la défection syndicale, la montée du chômage, n'ont donc pas été compensées par les astuces pour associer les travailleurs à un meilleur fonctionnement du système productif. Cette enquête sur les conditions de travail montre ce qu'un marxiste résume ainsi : hausse du taux d'exploitation. Les logiques d'organisation du travail se modifient certes, mais elles requièrent encore plus des salariés. Ce "plus" laisse peu de place aux "états d'âme" et se traduit bel et bien par un recul social.